



CONFÉRENCE SUR LES POLITIQUES FONCIÈRES EN AFRIQUE

Bulletin

2019 CONFÉRENCE SUR LES POLITIQUES FONCIÈRES EN AFRIQUE

#Africalandpolicy

25-29 novembre 2019

Remporter la lutte contre la corruption dans le secteur foncier : Une voie durable pour la transformation de l'Afrique.

La lutte contre la corruption dans le secteur foncier doit être soutenue par une gouvernance foncière efficace



Photo de groupe avec des hauts fonctionnaires présents à la cérémonie d'ouverture. Photo / BAD.

Le thème de la troisième conférence biennale a pour thème principal, « Remporte la lutte contre la corruption dans le secteur foncier : voie viable pour la transformation de l'Afrique ».

Stephen Karingi, Directeur de la Division de l'intégration régionale, des infrastructures et du commerce, à la Commission économique pour l'Afrique, déclare : « La bonne gouvernance foncière est essentielle pour atteindre les Objectifs de développement durable, car elle contribue à éradiquer la pauvreté et la faim ; promouvoir une agriculture durable ; faire avancer l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes ; et promouvoir une croissance économique inclusive ; entre autres objectifs de développement ».

Il souligne toutefois que l'insécurité juridique mine non seulement la confiance des entreprises, mais peut également favoriser la corruption. Il met également l'accent sur le fait que les systèmes non développés avec des processus administratifs complexes et peu clairs contribuent au manque de transparence et de responsabilité dans l'administration des terres.

Ces conditions, indique Karingi, augmentent le risque de corruption. Dans le secteur foncier,

cela a de profondes implications pour le développement de l'Afrique.

L'Ambassadrice Josefa Sacko, Commissaire en charge de l'économie rurale et de l'agriculture, à l'Union africaine, dit : « Pour remporter la lutte contre la corruption, nous devons nous assurer que la terre soit équitablement distribuée et accessible à tous, plus particulièrement aux femmes, aux jeunes et autres groupes vulnérables. Les femmes continuent de contribuer de manière significative à la production agricole en Afrique, mais dans certaines circonstances, elles ne peuvent pas jouir de leurs droits à la terre. C'est donc une réalité que les femmes et les hommes ne jouissent toujours pas des mêmes droits sur la terre ».

« En tant que facteur de production, la plupart des activités de subsistance et de développement sont entreprises sur les sols ; nous devons veiller à ce que la manière dont les terres sont distribuées et utilisées joue un rôle essentiel dans la promotion du développement durable et la réalisation de la paix et de la stabilité sur le continent », affirme-t-elle.

Le Vice-président principal de la Banque africaine de développement, Charles Boamah, déclare pour sa part qu'une politique foncière saine est essentielle à la croissance

économique, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté sur tout le continent.

« Elle peut catalyser la croissance de la productivité agricole grâce à la sécurité du régime foncier et à la protection des droits fonciers, ce qui peut accroître les opportunités d'investissements fonciers », dit-il, ajoutant que les systèmes d'administration des terres dans de nombreux pays du continent sont largement caractérisés par des infrastructures et des pratiques de gestion médiocres causés par la corruption.

« La corruption est vraiment coûteuse dans tous les sens du terme. Et cela frappe plus durement les plus pauvres, en particulier les femmes, ce qui perpétue l'inégalité des revenus et entre les hommes et les femmes ».

La conférence est organisée par la Banque africaine de développement en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique. Des centaines de responsables gouvernementaux, de chefs traditionnels, d'experts fonciers, d'universitaires, de représentants de la société civile, d'institutions des Nations Unies et d'organisations partenaires y participent.

Président du comité scientifique

Redford A. Ahene



Redford A. Ahene

La terre est une ressource naturelle si importante pour le développement national, la cohésion sociale, les droits de l'homme, la paix et la stabilité. L'administration des biens

fonciers traite de l'utilisation, de l'administration, de la gestion, du développement et des droits des personnes qui contrôlent leurs moyens de subsistance - tout ce qui nécessite une prise de décision juste, transparente et inclusive.

Ainsi, lorsque la corruption se met en travers du chemin, elle supprime la transparence, l'équité et l'inclusion et encourage la discrimination et les abus. Lorsque nous prenons l'importance de la terre dans la vie quotidienne et que vous supprimez l'accès et les opportunités par la corruption, vous sapez les droits de l'homme qui nous définissent en tant qu'êtres humains, car vous avez supprimé l'essentiel sur lequel nous comptons tous.

La corruption est un grave problème et, comme elle se produit constamment dans le secteur foncier, il est très important que nous la combattions et l'éradiquions. Donc, cela porte atteinte à nos droits humains et c'est pour cette raison que l'Union africaine a déclaré, 2018, l'année de la lutte contre la corruption. En se concentrant sur la corruption au plus haut niveau, ils faisaient comprendre

aux États membres qu'il était important de se concentrer sur la corruption. Le leadership est très important pour donner le ton aux politiques que chacun devrait envisager. C'est un signe que la corruption est devenue un si gros problème sur notre continent que nous devons y faire face et le Centre africain sur les politiques foncières fournit cette plate-forme pour diffuser le message. Cette conférence réunit tous les experts afin de partager des connaissances, démontrer les meilleures pratiques et les enseignements tirés de la lutte contre la corruption dans le secteur foncier. En fin de compte, nous espérons que le résultat consistera à fournir des informations et à motiver toutes les parties prenantes à trouver des mesures contre la corruption.

En tant que comité scientifique, notre responsabilité est d'organiser la conférence au nom de la Commission de l'Union africaine, de la Banque africaine de développement et de la Commission économique pour l'Afrique ; veiller à réunir les experts pour partager leurs connaissances et leurs idées.

Message des chefs traditionnels africains

Une plate-forme de chefs traditionnels de tout le continent, à nouveau présente à la Conférence sur les politiques foncières en Afrique. Ils apportent des perspectives uniques aux discussions avec les décideurs, les universitaires et les acteurs de la société civile. Sandra Nyaira s'est entretenue avec Sa Majesté Mfumu Difima, Chef de la République démocratique du Congo, pour discuter du rôle que jouent les chefs traditionnels dans la gouvernance foncière.

Q. Quel rôle les chefs traditionnels jouent-ils dans les discussions en cours sur la gouvernance foncière ?

H.M Mfumu Difima : Les chefs traditionnels sont les gardiens de la terre dans chaque communauté africaine. Ils jouent un rôle de leader dans leurs communautés et ont la responsabilité de protéger les terres pour leurs propres populations. Nous participons donc à la conférence pour en savoir plus sur la manière dont nous pouvons le faire ensemble, mais surtout pour partager les expériences et les meilleures pratiques. Nous devons protéger la terre en tant qu'actif, non seulement pour aujourd'hui mais aussi pour l'avenir. Ainsi, si la corruption foncière empêche l'utilisation et la gestion appropriées des terres, nous, en tant que chefs traditionnels, avons la responsabilité de veiller à ce que ce problème ne persiste

pas, car il affaiblit notre responsabilité en tant que chefs et gardiens des terres.

Nous sommes également ici, grâce à la CEA, la BAD, la FAO et la CUA, pour affirmer que nous sommes les gardiens de la terre africaine et que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger cette terre pour notre usage et pour nos générations futures.

Il est important que nous, les chefs traditionnels, fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour éliminer la corruption de notre secteur foncier.

Comment, en tant que chefs traditionnels, travaillez-vous ou avez-vous des relations avec les communautés locales ?

H.M Mfumu Difima : L'Afrique tente maintenant d'assurer un développement durable sur le continent. Nos dirigeants comprennent maintenant que tout le développement dans le monde entier est fondé sur la terre. Nous ne pouvons pas parler de terre sans la communauté locale. La terre est la vie, la terre appartient aux chefs et aux rois. Vous ne pouvez pas travailler sans eux ; vous ne pouvez pas vous rendre chez moi sans moi. Pourtant, la communauté est le roi, le roi est la communauté. Vous ne pouvez pas travailler sans eux ; vous ne pouvez pas vous rendre chez moi sans moi. Pourtant, la communauté est le roi, le roi est la communauté. La terre est la vie, la terre appartient aux chefs et aux

rois. Vous ne pouvez pas travailler sans eux ; vous ne pouvez pas vous rendre chez moi sans moi. Pourtant, la communauté est le roi, le roi est la communauté.

ez pas travailler sans eux ; vous ne pouvez pas vous rendre chez moi sans moi. Pourtant, la communauté est le roi, le roi est la communauté.



S.E. Mfumu Difima, République démocratique du Congo
Photo / BAD

Le Bulletin de la Conférence sur les politiques foncières en Afrique est le résultat de contributions volontaires de : Personnel de la CEA. Tahirou Gouro, Aristide Somda et Mercy Wambui, Rédactrice, CEA. Photos : Tewodros Ayelew. Conception et impression par : Unité d'impression et de publication de la CEA. Orientation conceptuelle globale fournie par Joan Kagwanja et les membres du Comité scientifique de la Conférence sur les politiques foncières.

Contact : ecainfo@uneca.org